COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 27 Janvier au 02 Février 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. Centres d'intérêts

1.1 Diplomatie 3
- 50 ans jour pour jour : « Maurice a construit sa stratégie diplomatique sur un socle historique »

1.1 Biodiversité Marine 4
- L'océan va mal : En 2017, 95% des tortues marines récupérées par Kélonia ont ingéré du plastique
- Biodiversité : Deux nouvelles espèces de poissons endémiques au cœur d'un programme d'Ambatovy

1.2 Économie Durable 7
- Projet de Société : L'économie bleu-vert

1.3 Énergie Renouvelable 8
- Notre Indépendance à l'épreuve de la dépendance énergie-climat
- 500 low-income homes to benefit from renewable energy

1.4 Environnement 13
- Environnement urbain / Gestion chaotique des déchets
- Préservation des forêts : Vulgarisation des foyers économes
- Seychelles places 1st in global environment rankings in 'climate and energy' category

1.5 Sécurité Maritime 19
- Sécurité en mer : le contrat de Mauritius Telecom en voie de renouvèlement

Centres d'Intérêts

Diplomatie

30 Janvier 2018

https://www.lexpress.mu/article/325668/50ansmoris-maurice-construit-sa-strategie-diplomatique-sur-un-socle-historique

l'express

lasentinelle

#50ansMoris

50 ans jour pour jour

J-41

«Maurice a construit sa stratégie diplomatique sur un socle historique»

Nous sommes en 1968. Alors que la haine fait rage, l'île Maurice nouvellement indépendante ne peut se permettre de rester en isolement. L'ancien ministre des Affaires étrangères Jean Claude de l'Estrac revient sur ces liens diplomatiques que Maurice a tissés au fil des années.

TEXTES : Laetitia MELIDOR

L'île Maurice indépendante en 1968 avait-elle des liens diplomatiques avec des pays autres que l'Empire britannique ?

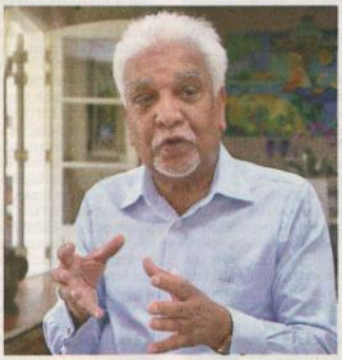
Les liens diplomatiques de Maurice sont anciens et diversifiés. Le fondement de cette propension à l'ouverture se trouve dans notre histoire de peuplement. Ainsi, des relations intenses ont existé avec l'Inde du fait de l'immigration indienne massive du XVII[e] siècle ; avec l'Europe, la France en particulier, du fait de la colonisation française ; avec la Chine, et dans une moindre mesure l'Afrique. C'est sur ce socle historique que l'île Maurice indépendante a construit sa stratégie diplomatique.

En 1968, le pays passait par une phase d'instabilité. Était-ce difficile pendant cette période de tisser des liens avec d'autres pays ?

Juste avant l'Indépendance, et immédiatement après, en raison des problèmes de sécurité intérieure, les bagarres dites «raciales», qui au départ sont une guerre de gangs dans Port-Louis, Maurice va se rapprocher davantage de la Grande-Bretagne qui apporte son aide aux autorités mauriciennes. Mais déjà, en marge de la conférence constitutionnelle de Lancaster en 1965, Maurice, par la voix de sir Seewoosagur Ramgoolam, avait clairement indiqué qu'elle se plaçait résolument dans le camp de l'Occident dans le conflit Est/Ouest. C'est même pour cette raison que le Conseil des ministres d'alors donne son accord à l'excision de l'archipel des Chagos pour l'installation de la base anglo-américaine de Diego Garcia. J'ai lu que l'on raconte que le gouvernement colonial d'alors ne pouvait pas faire autrement. C'est faux ! Un avis des juristes britanniques atteste du contraire.

Comment nos relations diplomatiques avec d'autres pays ont-elles commencé ? Avec quels pays ?

À l'Indépendance, Maurice va s'appuyer sur les liens historiques et culturels du pays pour tisser ses relations avec le monde. Elle joue sur tous les tableaux, elle approfondit ses relations avec le monde anglophone en intégrant le Commonwealth mais elle se rapproche également du monde francophone en devenant membre de l'Organisation internationale regroupant les États africains francophones. Ce qui va lui ouvrir les marchés de l'Europe via l'adhésion à la Convention de Yaoundé qui au départ organise la relation Europe-Afrique sur les plans économique et commercial.



Toutefois, l'action diplomatique la plus marquante à cette époque est la reconnaissance de la Chine communiste par le nouvel État. Des relations diplomatiques sont établies en 1972 et un accord de coopération économique et technique est signé. À cette époque est la reconnaissance de la Chine communiste par le nouvel État. Des relations diplomatiques sont établies en 1972 et un accord de coopération économique et technique est signé. À cette époque est la reconnaissance de la Chine communiste par le nouvel État. Des relations diplomatiques sont établies en 1972 et un accord de coopération économique et technique est signé. À cette qu'elle est devenue.

Qui à l'époque sont les ministres qui ont initié ces liens ?

Ce n'est pas une affaire de ministres. La diplomatie mauricienne des premières années post-Indépendance est largement conduite par le Premier ministre lui-même, soutenu par son partenaire du PMSD, sir Gaëtan Duval. Les deux hommes affichent un fort soutien à l'Occident qui gère une guerre froide avec l'Union soviétique. Mais sir Seewoosagur sera plus nuancé, ou plus

C'était un défi pour un jeune pays indépendant de nouer des relations diplomatiques ? Pourquoi ?

Nouer des relations n'est pas en soi un défi, mais un petit pays comme le nôtre ne pèse pas lourd sur la scène internationale. Encore qu'à l'époque de la guerre froide, la course à laquelle se livraient les États-Unis et l'Union soviétique dans l'océan Indien nous donnait quelques leviers, seul et au sein du mouvement des non-alignés, au temps de sa pertinence.

C'était important ou une priorité pour nous à l'époque d'interagir avec d'autres pays ?

On peut paraphraser et affirmer «*No country is an island*. Naturellement il est indispensable de se connecter au monde. Plus on est petit, plus on est isolé comme nous le sommes, plus il est important de multiplier les connexions. C'est ce que Maurice n'a jamais cessé de faire. C'est ainsi qu'elle est présente dans de nombreuses organisations notamment dans la région, SADC, COMESA, COI, IOR, ailleurs Commonwealth et Francophonie, Inde et Chine. Globalement cela

En 2018, où en sommes-nous ?

Globalement, l'image du pays reste positive. Sa démocratie, sa stabilité politique, sa gestion réussie de la diversité culturelle, ses résultats économiques, sa résilience, ses institutions, font qu'elle donne l'image d'un pays moderne et ambitieux.

Quel est votre souhait pour le pays dans le secteur de la diplomatie ?

J'enrage quand je lis que 50 ans après l'Indépendance nous ne sommes toujours pas une nation ! Bien sûr que nous sommes une nation, et pas depuis 50 ans. Nous sommes un État depuis 50 ans mais nous sommes une nation depuis plus de trois siècles.

Qu'est-ce qu'une nation ? Une nation est une construction politique. Une volonté partagée de vivre ensemble sur un même sol en partageant un certain nombre de valeurs communes. C'est ce que nous sommes. Les enfants de la volonté de nos ancêtres de s'installer ici, d'y construire leur vie, aux côtés et avec les autres. Dans la somme totale de souvenirs communs et dans une volonté commune d'avancer ensemble. Que les autres ne nous ressemblent

LES GRANDES DATES DE LA DIPLOMATIE MAURICIENNE

- 1968 Maurice rejoint le Mouvement des non-alignés.
- 1968 Maurice devient membre de l'Organisation de l'Union africaine (OUA).
- 1971 Maurice intègre l'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAM).
- 1972 Maurice rejoint la convention Yaoundé 2. À travers cette convention, les anciennes colonies françaises d'Afrique pouvaient avoir des bénéfices sur les plans commercial et économique.
- 1972 L'île Maurice reconnaît la Chine communiste. Un accord de coopération économique est signé.
- 1973 Une conférence des chefs d'États et de gouvernement de l'OCAM a lieu à Port-Louis.
- 1975 Maurice devient membre la convention de Lomé. C'est là que la convention Yaoundé cède la place à la convention de Lomé avec les pays du Pacifique et des Caraïbes. À la clé des facilités dans les secteurs de la finance, de l'agriculture et du commerce, entre autres.
- 1975 Le protocole sucre voit le jour via la convention de Lomé.
- 1976 Maurice accueille le sommet de l'OUA. Sir Seewoosagur Ramgoolam devient le président de l'organisation.
- 1981- Maurice est l'un des membres fondateur du Preferential Trade Area qui a par la suite fait place au Common Market for Eastern and Southern Africa.
- 1982 La Commission de l'océan Indien (COI) est créée.
- 1983, Maurice obtient une grande victoire avec le mouvement des non-alignés qui reconnaît la souveraineté de Maurice sur les Chagos.
- 1984 La COI est institutionnalisée.
- 1995 Maurice rejoint la Southern African Development Community (SADC).
- 1995 Vijay Makhan est élu secrétaire général adjoint de l'OUA.
- 1995 Maurice organise la première réunion de l'Indian Ocean Rim Association (IORA) avec des représentants de

L'océan va mal : En 2017, 95% des tortues marines récupérées par Kélonia ont ingéré du plastique



Les tortues vont mal. C'est l'inquiétant constat fait par Stéphane Ciccione, directeur de Kélonia, au regard des tortues récupérées par le centre de soin de l'île. Selon les derniers chiffres, 95% des tortues arrivées à Kélonia en 2017 ont ingéré du plastique. En 2010, le centre en recensait 30%. (photo Kelonia)

"C'est une évolution alarmante" lâche Stéphane Ciccionne, directeur de Kélonia, l'observatoire et centre de soins des tortues marines à La Réunion. "Entre 2010 et 2017, en même pas 7 ans, le pourcentage de tortues récupérées qui avaient ingéré du plastique est passé de 30% à 95%" explique-t-il. Pour le directeur, le "plus inquiétant" dans ces chiffres établis tout récemment est "la quantité de déchets plastiques ingérée par chaque tortue marine" : "en 2010, la moyenne était de 35 grammes par tortue, contre plus de 150 grammes en moyenne sur nos derniers chiffres". En majorité, ce sont "des bouchons" qui sont retrouvés, mais le directeur raconte être également "souvent tombé sur des objets bien plus gros et dangereux" : "des fourchettes, des sacs plastiques, des cordages, des hameçons et d'autres bouts de plastiques divers".

- Indicateur de l'état de santé de l'océan -

Le centre de soins de Kélonia, unique dans l'Océan Indien, accueille de plus en plus souvent ces tortues blessées. "On qualifie souvent les tortues marines d'espèces parapluies. Autrement dit, elles sont un bon indicateur pour déterminer l'état de santé de l'océan" développe Stéphane Ciccione. "Quand les tortues marines ingèrent autant de plastiques, et qu'elles sont de plus en plus nombreuses à être touchées, c'est que l'océan va mal" affirme le directeur. Inquiet, il revient sur une triste scène observée sur une plage de l'île australienne Christmas dans l'océan Indien. Sur cette vidéo qui a fait le tour du monde, un chercheur Taïwanais a filmé les efforts désespérés d'une tortue marine qui tente de recouvrir son nid pour protéger

les œufs sur une plage polluée. Pour Stéphane Ciccione, "on observe toujours plus de déchets plastiques sur les plages, en particulier en Asie".



À La Réunion, "les déchets embarquées par les ravines finissent dans la mer ou sur les plages" ce qui pourrait à terme "poser le même problème que sur la vidéo". "Même si sur notre île, les pontes se font beaucoup plus rares que sur d'autres territoires, ces déchets peuvent avoir plusieurs conséquences : d'abord, l'impossibilité de recouvrir ses œufs pour une tortue qui vient de pondre, mais également les déchets peuvent gêner les jeunes tortues lors de leur descente en mer". Il tient toutefois à rappeler que "des réseaux de bénévoles surveillent et nettoyent les plages lors des périodes de ponte de tortue marine" sur le département, ce qui permet "d'éviter des scènes comme sur la vidéo".

- "On a tous un moyen d'agir" -

Pour Stéphane Ciccione, "les choses ont évolué à La Réunion en plus de 30 ans au niveau environnemental". Mais "à un rythme peut-être encore trop lent". Il pointe aussi du doigt "les productions de plastique à des quantités impressionnantes au niveau mondial", en insistant sur "la très faible part de plastique qui est recyclée". "On a tendance à oublier que les déchets plastiques ont une durée de vie supérieure à 50 ans" somme-t-il.

La solution ?

"Il y en a plusieurs" énonce le directeur, "on a tous un moyen d'agir". "En premier lieu, acheter moins de plastique, juste le nécessaire". Il invite aussi les Réunionnais "à utiliser le recyclage, en faisant le tri qui plus est sur une île tropicale où tout déchet à l'air libre sera emporté à un moment ou à un autre". S'il note "des progrès dans la gestion des déchets" avec les "collectivités qui valorisent la filière", il persiste selon lui "encore de nombreux comportements légers". Kélonia s'engage elle aussi dans le respect de l'environnement et ainsi des tortues marines : "160.000 personnes visites le site chaque année, on sensibilise évidemment les visiteurs de tous les jours mais aussi en animant des ateliers pédagogiques à destination des écoliers". Le directeur du centre de soins en est convaincu : "c'est par l'éducation qu'on y arrivera".

hf/www.ipreunion.com

Biodiversité : Deux nouvelles espèces de poissons endémiques au cœur d'un programme d'Ambatovy

Deux espèces de poissons nouvellement découvertes par les scientifiques font l'objet d'une série d'activités de conservation dans le cadre d'un programme spécifique de gestion des poissons endémiques mis en œuvre par Ambatovy.

Plus de 6.000 individus de poissons endémiques *Ratsirakia* sp. et *Rheocles* sp. ont été sauvegardés dans les zones de défrichement du site minier d'Ambatovy à Moramanga dans le cadre d'un programme de gestion des poissons endémiques mis en œuvre par la compagnie minière Ambatovy. Ces poissons font partie intégrante des richesses en biodiversité existantes dans le complexe forestier d'Ambatovy. Ils ont été transférés dans des rivières non impactées par la mine, et des bassins naturels situés dans les zones de conservation autour de la mine de la compagnie. Les travaux de suivi écologique menés après leur transfert ont permis l'inventaire des individus juvéniles, démontrant par conséquent, que les poissons s'adaptent bien à leurs nouveaux habitats. Actuellement, Ambatovy est en train de procéder à l'étude génétique, la description morphologique et la zone d'occurrence de ces poissons afin qu'ils puissent avoir leurs noms scientifiques et leur statut UICN.

Unique au monde. Avant la découverte de ces nouvelles espèces de poissons, le genre *Ratsirakia* ne comptait qu'une seule espèce connue des scientifiques à l'échelle internationale. Il s'agit de *Ratsirakia legendrei,* un poisson d'eau douce de la famille des *Eleotridae.* Cette unique espèce connue avant aujourd'hui, est elle-même endémique de Madagascar, décrite en 1919 par le zoologiste français Jacques Pellegrin. Ce scientifique a même consacré un ouvrage entier sur *Les poissons d'eaux douces de Madagascar et des îles voisines (Comores, Seychelles, Mascareignes),* publié en 1933. Avec la découverte des nouvelles espèces du genre *Ratsirakia* et *Rheocles*, ces poissons auront prochainement des noms scientifiques et un statut UICN, celui- ci étant le statut de conservation d'une espèce selon l'Union internationale de la conservation de la nature (UICN) en fonction du niveau de danger exercé sur l'espèce. Ce statut sert d'indicateur permettant d'évaluer l'état des populations de l'espèce, lequel est susceptible d'évoluer d'une période à une autre.

Recueillis par Hanitra R.

l'express

PROJET DE SOCIÉTÉ

L'économie bleu-vert

Introduction

Pensons l'avenir de l'État mauricien comme État-océan avec la Zone économique exclusive (ZEE), qui constitue une précieuse richesse à mettre en valeur. Il faut s'entendre sur une stratégie et le modèle économique. Tous les «stakeholders», dont les pêcheurs et leurs familles, doivent tirer profit de l'économie bleue. Ici, comme ailleurs, le besoin de cohérence avec l'orientation générale résolument dans le sens du développement durable se fait jour.

Le défi de l'économie bleue consiste à articuler intelligemment l'économie bleue et l'économie verte. Dans l'actualité, l'aquaculture en mer et le «Petroleum Hub» d'Albion sont des cas où s'impose tout simplement le principe de précaution au vu de données existantes.

Une ZEE est, d'après le droit de la mer, un espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources. Elle s'étend à partir de la ligne de base de l'État jusqu'à 200 milles marins (environ 370 km) de ses côtes au maximum ; au-delà, il s'agit des eaux internationales.

La ZEE de Maurice comprend les côtes de l'île, de Rodrigues, de St-Brandon (récifs de Cargados Carajos), d'Agalega, de Tromelin et des Chagos. Elle s'étend sur plus de 2,3 millions de kilomètres carrés, ce qui représente presque 1 250 fois la taille de notre île principale. Un stock abondant de différentes espèces de poissons et autres ressources s'y trouvent.

L'océan Indien, géostratégie et acteurs

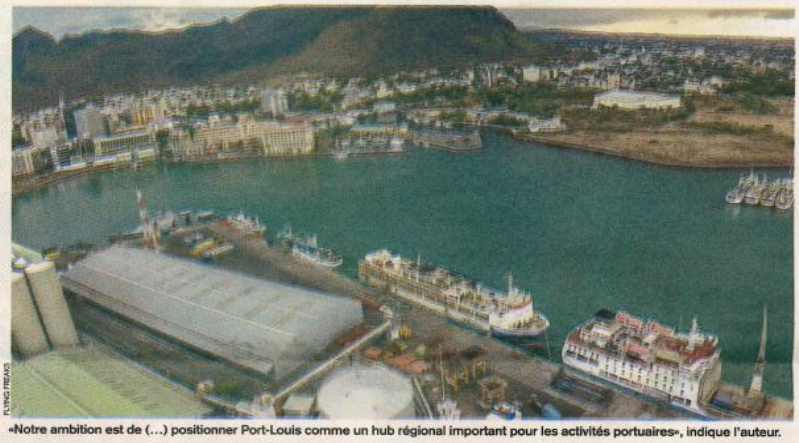
Les océans sont stratégiquement importants pour les grandes puissances. Et nous n'avons jamais su, réellement, en tant qu'État-océan, en voir la valeur, non seulement économique, mais aussi au niveau de notre patrimoine, de notre histoire et de la protection des diverses populations qui composent la République de Maurice.

La région de l'océan Indien représente l'une des principales zones de pêche au monde. La pêche commerciale du thon est l'objet d'âpres négociations entre pays riverains, qui veulent éviter la surpêche et les grandes sociétés thonières étrangères impliquées dans l'océan Indien.

Pour développer l'économie bleue, il faut compter sur la géopolitique et la géostratégie économique dans notre océan. Avec Agalega et le «Petroleum Hub» d'Albion annoncé, l'Inde est bien présente. Le Premier ministre a déclaré que Maurice, à lui seul, ne peut développer sa vaste ZEE, sans l'aide de l'Inde.

La Chine, l'autre puissance maritime de la région, vient de réitérer sa volonté de participer au développement du secteur de la pêche. Notamment avec un projet de port de pêche dans la région côtière de Bain-des-Dames. Au sein des pays de l'océan Indien et du continent africain, l'économie bleue se développe.

Nous avons des accords de pêche avec les Seychelles et des partenariats avec le Kenya et le Ghana. Pour compléter le tableau, Maurice a des accords avec le Japon, acteur présent dans ce secteur depuis des années ; et l'Australie est présente dans le secteur de l'aquaculture au moyen des technologies avancées.



FLYING FREAKS

«Notre ambition est de (...) positionner Port-Louis comme un hub régional important pour les activités portuaires», indique l'auteur.

Vision et états des lieux

La vision du gouvernement est de faire de Maurice, dans les dix prochaines années, une nation pleinement consciente de son immense potentiel en tant qu'État-océan. Le programme gouvernemental de 2012-2015 identifie le développement de l'économie océanique comme un domaine prioritaire pour la croissance économique et la création d'emplois.

Une feuille de route comprend sept principaux axes d'activités économiques. Les cadres régulateurs favorisant le développement des activités émergentes ainsi que les nouveaux secteurs de l'industrie océanique seraient au point d'être finalisés. Où en est-on aujourd'hui en ce début de 2018 ?

Le port – pêche et port franc

Notre ambition est de faire de l'économie océanique un pilier de l'économie nationale. Mais aussi de positionner Port-Louis comme un hub régional important pour les activités portuaires, avec des investissements conséquents pour les prochains dix ans, avec l'objectif de créer 3 500 emplois et contribuer davantage à la croissance. Actuellement, les activités portuaires représentent 2 % du PIB et 9 000 emplois. Cela comprend les infrastructures, les équipements et la logistique pour le transbordement des conteneurs.

D'importants projets des nouvelles infrastructures pour stocker les produits pétroliers à Fort-William, la construction d'une marina à Grande-Rivière-Nord-Ouest et l'aménagement d'un «Petroleum Hub» à Albion seront en cours ou seront lancés. On vise à attirer 5 % du marché du transit dans l'océan Indien des produits pétroliers d'ici 2020, soit le double de 2015.

Le secteur de la pêche représente actuellement 1,5 % de notre PIB avec 22 000 emplois, y compris ceux des usines de mise en boîte, et constitue un secteur ayant un gros potentiel. Dans le développement de ce secteur, l'aquaculture tient une place de choix avec les 22 sites alloués. Cependant, les risques liés à l'aquaculture en mer provoquent des questionnements sur le bien-fondé du lancement de cette activité.



par Malenn OODIAH
sociologue et observateur politique

La panoplie d'activités de l'économie océanique comprend aussi la transformation des produits de la mer ; les énergies marines renouvelables – l'hydromarin, l'exploitation de l'énergie provenant des courants des profondeurs océaniques et l'éolienne en haute mer, entre autres, – ; l'exploration des fonds marins pour des hydrocarbures et des minéraux ; ainsi que des ressources à usage pharmaceutique.

Surveiller, sécuriser, protéger

Notre ZEE n'est pas suffisamment surveillée et protégée. À travers le monde, les océans représentent la dernière frontière. Des bateaux ont pillé les lagons cristallins de Saint-Brandon et agissent impunément. Nos ressources sont menacées et dépecées. Le secteur de la pêche industrielle serait une boîte noire avec des bateaux «poubelles» qui sillonnent les mers, pêchent et détruisent tout sur leur passage. Il s'agit donc, pour s'attaquer au problème de pêche illégale dans les eaux territoriales de Maurice, de revoir notre système de surveillance, qui constitue un volet stratégique qui va au-delà de l'opération de quelques bateaux.

Nous éprouvons déjà des difficultés à protéger nos lagons et notre zone territoriale proche. Il faut revoir tout le système, mais aussi démontrer notre volonté de protéger notre zone exclusive, et la faire fructifier sainement pour en faire comme nous l'ambitionnons, un des principaux piliers de notre modèle économique de demain.

Le contrôle des activités de pêche requiert une application sans faille. Inspirons-nous des Seychelles et des méthodes de surveillance faisant appel aux dernières technologies qui permettent de traquer et de saisir les bateaux de pêche qui opèrent illégalement.

Allons-y aussi pour une augmentation de la surface de nos aires marines protégées en haute mer, en ligne avec les engagements de créer plus de 10 % d'aires marines protégées d'ici 2020. Les Seychelles ont placé l'objectif à 30 % et, pourtant, elles sont situées dans des zones très poissonneuses. Atteindre les objectifs passe par une stratégie de surveillance et des mesures concrètes et efficaces pour sévir et tenir les pirates à distance avec l'utilisation du «Marine Spatial Planning System». Ce n'est qu'ainsi que nous réussirons à établir notre souveraineté sur notre zone économique exclusive. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard.

Stratégie, priorités et phases

Une réflexion stratégique globale s'impose. On ne peut tout faire en même temps. Dans le choix des créneaux, la conformité avec le développement durable doit être privilégiée. Les spécialistes et experts avancent l'absence de cadres légaux et techniques et la nécessité de définir les priorités. Ils soulignent aussi l'importance des investissements massifs.

Optimistes, ils avancent qu'on n'est pas dans le «can», mais dans le «when ?» Ils mettent en exergue le manque d'esprits et de «drivers» novateurs. Il faut aussi, avancent-ils, ne pas réduire la question à la seule dimension économique. Il va de soi qu'il faut mettre en œuvre de vrais partenariats pour la mise en place et la mise en œuvre de l'économie bleue.

Le transfert des technologies, une politique de formation ambitieuse pour les différents créneaux/segments d'activités qui seront privilégiés et la recherche comme un axe de l'économie de la connaissance avec le déploiement d'un pôle spécialisé sont autant de points à développer. On en parle depuis 15 ans. Après des débuts timides et beaucoup de déclarations d'intention et d'effets d'annonce, ils sont toujours embryonnaires.

Pour avancer, il ne suffit pas d'afficher ses ambitions, il faut se donner les moyens pour arriver à un modèle équitable et durable. Quel est ce modèle ? C'est là tout le débat avec, en jeu, notre indépendance, notre souveraineté, les intérêts des pêcheurs et ceux de la population mauricienne.

Disons-le d'emblée : l'économie bleue commence par une politique d'assainissement de nos lagons, affectés par la surpêche, des polluants de diverse nature et autres agressions. Il faut être audacieux dans notre politique sur cet aspect. Soignons, innovons pour sauver nos lagons. Sans être alarmistes, nous pouvons dire que nos lagons et notre littoral sont sérieusement menacés.

Il y a urgence nationale. Partant du constat que la jeunesse n'est pas consciente de ce qu'est l'économie bleue, le projet d'oceanarium d'Eclosia, qui a pour vocation de s'inscrire dans le cadre de la recherche appliquée, peut servir de tremplin – catalyseur afin de faire découvrir ce que représentent les océans. Une campagne de sensibilisation bien conçue et de grande envergure devrait être menée pour conscientiser et sensibiliser les enfants, les jeunes et toute la population. L'initiative de conscientisation de Bis lamer de l'organisation non gouvernementale Reef Conservation mérite d'être démultipliée.

Avec L'État-océan, c'est notre place dans le monde qui est en jeu sur fond de géopolitique de l'océan Indien. Si toute la finesse de notre diplomatie sera sollicitée pour assurer ce positionnement dans la région et dans le monde, la pierre angulaire doit rester un développement qui assure la sauvegarde de nos ressources pour les générations futures et assure le bien-être général. En un mot, une économie océanique bleu-vert.

Notre Indépendance à l'épreuve de la dépendance énergie-climat



Investir dans les énergies renouvelables est une nécessité pour Maurice.

Au moment de notre Indépendance, presque 60 % de notre électricité provenait des ressources renouvelables. Or notre consommation était vingt fois moins qu'aujourd'hui. Certes, on peut prévoir que bien avant les 100 ans de notre Indépendance, notre demande en énergie doit se stabiliser, voire décroître. Cette baisse est un fait dans les pays dits « avancés », sous l'effet de l'efficacité énergétique et des économies d'énergies. La décroissance de notre population prévue à partir de 2030 doit renforcer une telle tendance. Il est donc plus que probable qu'en 2068 nous arriverons à 100 % d'énergies renouvelables. Mais cela risque d'être trop tard !

Trop tard, d'abord, parce que le changement climatique est déjà là. Tous les scénarios montrent que si nous n'agissons pas, globalement nous dépasserons la limite de 2oC de hausse de température en 2100 par rapport à l'ère préindustriel. Pour nous ici, cela se traduit par d'innombrables « flash floods », des vagues de chaleurs, des épidémies nouvelles, la mort des récifs coralliens, l'érosion des zones côtières et des perturbations climatiques intenses et imprévisibles. Imaginons un instant l'impact de ces phénomènes sur des secteurs économiques comme le tourisme ou l'agriculture, mais aussi sur le port ou encore sur notre population vieillissante. Le pire, c'est que les plus pauvres seront les plus affectés par le changement climatique. Si la solidarité fait défaut nous verrons davantage souffrir les plus vulnérables. La migration climatique se fera à l'intérieur de notre pays et ses îles, mais nous ne pourrons exclure qu'elle s'exerce aussi au-delà de notre République.

Atteindre 100 % d'énergies renouvelables dans 50 ans n'est nullement un exploit car le monde entier marche déjà dans cette direction. Alors qu'en 1968, la plupart des pays étaient loin de nos 60 % d'énergies renouvelables, aujourd'hui nombreux nous ont dépassés. Nous ne parlons pas ici des quelques mégawatts que nous nous efforçons d'installer sur nos toits, à

Plaine-Sophie, Bigara et ailleurs, mais des gigawatts qui entrent en opération annuellement en Chine, en Europe, en Inde et en Australie. Et aussi de façon spectaculaire, les 100 % d'énergies renouvelables qui seront atteintes, des décennies avant nous, dans des îles comme Sri Lanka, Fiji, Samoa, Papouasie-Nouvelle Guinée ou le Cap Verde. Nous sommes actuellement bien en dessous de la moyenne mondiale de 28 % d'électricité générée à partir des renouvelables. Pour la 6e année consécutive sur le plan mondial, il y a eu jusqu'à deux fois plus d'investissement dans la capacité de produire de l'électricité à partir des renouvelables que dans des centrales roulant aux énergies fossiles. Les modules photovoltaïques coûtent 80 % moins cher qu'il y a dix ans, les éoliennes deux fois moins chères. Aux enchères, les coûts à la baisse du courant provenant de projets photovoltaïques battent tous les records de Dubaï au Chili en passant par le Mexique et l'Afrique du sud. Même si nous retenons les projections conservatrices de l'accord de Paris, on peut s'attendre à un investissement de plus de 220 milliards de dollars uniquement en Afrique dans les installations d'énergies renouvelables d'ici 2020. Plus de 1 500 États, villes, régions et autres entités au sein de 108 pays se sont déjà engagés à aller vers 100 % d'énergies renouvelables couvrant 25 % de la population urbaine mondiale. Mais nous ne sommes pas encore de ceux-là !

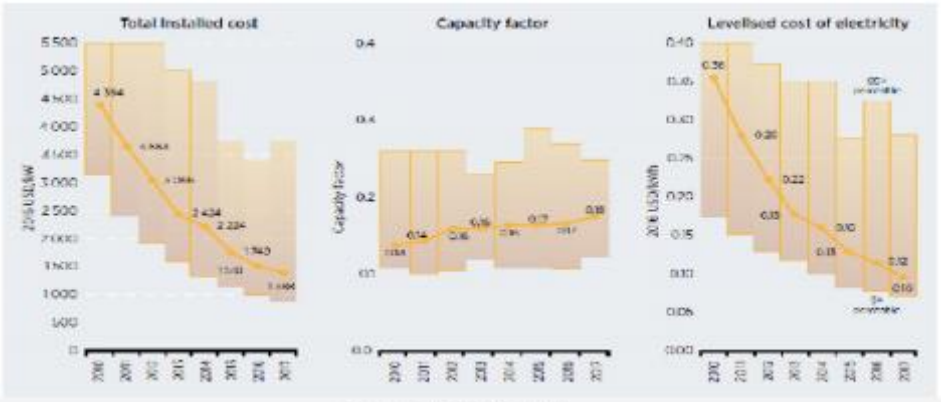
Dans 50 ans, il sera trop tard car c'est maintenant qu'il faut au moins 200 milliards de dollars additionnels annuellement jusqu'en 2050 à investir dans les énergies propres surtout dans les pays en voie de développement. Cela peut se faire en réduisant les investissements dans les installations roulant aux énergies fossiles. Le charbon devra rester sous terre, le pétrole aussi dans une très grande mesure. La décision de bannir les véhicules à moteur essence ou diesel va dans ce sens. C'est évidemment au niveau de la consommation que des politiques et mesures les plus radicales sont attendues si nous devons éviter le dépassement de 2oC de température.

Notre humble expérience au sein de l'*Energy Efficiency Management Office* local nous montre qu'il existe une main invisible qui œuvre diaboliquement dans le sens du gaspillage d'énergie. Tant au niveau personnel qu'institutionnel, la progression est difficile. Changer les mentalités et les habitudes pour le meilleur, au sein des bureaucraties comme au sein d'une société de surconsommation, est une mission quasi-impossible. Comment ne pas s'étonner de l'effet que peut avoir sur la population le spectre d'un black-out ou d'une rupture dans l'approvisionnement en essence ? La dure réalité est que pour lutter contre le changement climatique, il faudra impérativement apprendre à gérer l'énergie de manière sobre, particulièrement pour l'électricité et le transport. Ce défi doit être relevé maintenant, ici comme ailleurs. Or le modèle économique dominant est fondé sur la poursuite d'une croissance qui ne connait pas de limites. Au niveau global, cela provoque de nombreuses aberrations. Par exemple, même si à Maurice, miraculeusement, nos émissions de carbone finissent par diminuer, en consommant des produits importés de Chine, nous y contribuons actuellement à aggraver ces mêmes émissions.

Toutefois, nous ne sommes pas tous responsables au même niveau, même si les moins fautifs sont souvent ceux qui souffrent le plus du réchauffement planétaire. Par exemple, en moyenne, un Mauricien consomme dix fois plus d'énergie qu'un Malgache, mais dix fois moins qu'un habitant lambda des USA. Or il existe parmi nous, ceux qui consomment autant que ce dernier. Les disparités sont flagrantes. Nous verrons aussi que les tarifs de courant comme les prix des carburants ne sont pas toujours justes et transparents. Par exemple, nombreux industriels ne payent que la moitié du coût de la production d'électricité alors que les coûts sociaux et environnementaux ne sont presque jamais inclus. Des études montrent qu'intégrant les coûts sur la santé uniquement, on pourrait non seulement apporter plus d'équité et sauver des vies mais aussi permettre la fiabilité des projets d'énergies propres et d'efficacité énergétique. Et que dire de la corruption qui peut faire tomber du ciel des projets insensés sous le couvert « d'unsollicited bids », des procédures d'urgence ou encore des contrats interétatiques qui ne peuvent être du domaine public. Ces mégaprojets font toujours l'affaire de quelques-uns au détriment de la population et du bien commun. Au lieu de permettre la diversité d'un mixte énergétique propre et local, comme la participation du plus grand nombre d'acteurs locaux, de telles machinations politico-financières asservissent le peuple dans un « lock-in » du type charbon, nucléaire, pétrolier ou gazier au profit des multinationales ou des bailleurs de fonds politiques. Cela ressemble à du colonialisme postindépendance.

Concluons en affirmant qu'atteindre les 100 % d'énergies renouvelables est possible mais nous risquons d'y arriver trop tard. Il y aura d'autres enjeux plus graves à cause de la menace du changement climatique. Certes, notre contribution est infime à l'échelle globale, mais nous ne devons pas être la victime frustrée qui s'autodétruit. C'est une question de dignité humaine, de responsabilité morale et éthique tant au niveau individuel que de la gouvernance que nos dirigeants doivent incarner. Sinon, pour le commun des mortels, résister à nos pulsions consuméristes et promouvoir des actions du bas vers le haut dans le sens d'un nouveau modèle de développement plus solidaire et respectueux de la nature : voilà ce que doit être le sens de notre Indépendance.

Figure 2.4 Global weighted average total installed costs, capacity factors and LCOE for solar PV, 2010-2017



Source : IRENA, 2018

500 low-income homes to benefit from renewable energy



Five hundred homes in the country should have their roofs covered with solar panels or be receiving electricity from a soon-to-be constructed solar photovoltaic farm in less than 15 months.

This will be made possible under the democratization of solar photovoltaic (PV) project financed by a grant of US $3.4 million from the government of India. It was during a ceremony yesterday afternoon that the contract for the supply and installation of these PV equipment was officially signed by the chief executive of the Public Utilities Corporation (PUC), Philippe Morin, and the director of SEFTECH India, Debashush Mazumdar. SEFTECH India was one of the most responsive bidders for the project and was consequently awarded with the project which will consist of four allotments. Also, in attendance were the high commissioner of India for Seychelles, Ausaf Sayeed and the Minister for Environment, Energy and Climate Change, Didier Dogley.

The first allotment of the project includes the construction of a 1 megawatt (MW) solar farm on Ile Romainville while the second will see the installation of 100 solar panel systems of 3 kilowatts (kW) on a selection of low-income homes. Both of these phases are expected to directly be beneficial to 500 struggling households that are already receiving social assistance from the government to pay their electricity bills. According to Mr Morin, it will be up to the Agency for Social Protection to select the 500 households on Mahé, Praslin and La Digue that will gain access to this project.

"Once completed the customers will either be consuming electricity directly from the photovoltaic panels on their rooftops or through the solar farm on Romainville," Mr. Morin explained. He however emphasized that the energy consumption from each of these disadvantaged households has been capped to up to 300 kilowatts per hour (kWh) or units. This means that a home will be consuming electricity free of charge if its consumption does not exceed 300 units, after which it will start getting charged. "We find this to be quite fair as the PV system aims to substitute the funding provided by the Agency for Social Protection."

A consumer with a domestic electricity bill is currently being charged R348.56 for 300 units or kWh, although Mr. Morin did confirm that the average household in Seychelles utilizes more than 350 units, a fact which has been attributed to the large number of electrical appliances being used in homes. At present, the number of households using PV energy is considerably minimal with only 25 households having benefitted from the installation of PV systems financed by the government of Seychelles in 2015. Meanwhile the installation of PV systems remains accessible and affordable solely to well-to-do households -- that are more likely to be offered loans and other incentives to go green -- rather than to those in the low-income bracket.

"There is a sector of the population that does not have the finances to do this hence this project basically targets that group of people. Therefore, we are calling it the democratization project: because it enables those who cannot to also invest in solar energy," stated Minister Dogley. The project will also target government buildings as the third and fourth allotments consists of 3 PV rooftop system units of 200kW and 10 PV rooftop system units of 30kW on many government buildings.

As for which government buildings are in the selection line-up for the project, Minister Dogley said: "There is a survey that needs to be done to identify exactly which buildings will be the best ones to install the capacity on and once we are ready the ministry will make an announcement."
The director of SEFTECH India, Mr. Mazumdar, has confirmed that work on the project will kick off in less than six months, with a project schedule of 12 months.

La Gazette des Comores

26 Janvier 2018

http://lagazettedescomores.com/société/environnement-urbain-/-gestion-chaotique-des-déchets-.html

Environnement urbain / Gestion chaotique des déchets



Une fois de plus Moroni continue de crouler sous les monticules d'ordres et ici et là, c'est un spectacle de désolation qui s'offre à nous. Chaque jour la ville compte quelques dépôts sauvages d'ordures de plus. Il est quasiment impossible d'échapper à ces odeurs fétides, infectes et puantes qui se dégagent dans la ville. On ne compte plus les dépotoirs sauvages d'ordures à Moroni.

Tous les quartiers rivalisent dans l'horreur… pardon dans l'odeur. Il semble que la gestion de la capitale n'existe que de nom, et l'on assiste à chaque fois au spectacle désolant des dépôts sauvages qui pullulent aux quatre coins de la ville, surtout dans les marchés. Il faut savoir que dans leur décomposition, elles attirent les rats, et deviennent des lieux de prolifération des mouches et des moustiques dangereux pour la santé. Les émanations qu'elles dégagent sont désagréables. Elles vous prennent dans les narines, obstruent le gosier et vous donnent le tournis à certaines heures de la journée. Ces derniers temps, la solution de facilité consiste à les jeter à la mer.

Or l'ampleur des dangers que font peser les ordures sur notre environnement nous interpelle, nous citoyens. C'est une bombe latente dont les effets les plus néfastes commencent à se faire sentir. Il est urgent d'agir pour résoudre cette véritable gangrène. Des opérations pilotes devraient être lancées incessamment mais l'expérience nous apprend qu'elles ne font jamais long feu. Des multiples projets de grande envergure sur le sujet s'entassent dans les tiroirs des administrations. Cependant on peut raisonnablement se demander s'il existe une volonté réelle de trouver une solution pérenne à ce problème.

Les autorités insulaires n'arrivent pas à assumer seules toute la problématique de la gestion des déchets, dans la mesure où il manque la volonté politique de prendre des mesures hardies comme l'aménagement de sites de décharges contrôlés et où existerait une synergie entre les différentes parties prenantes selon le jargon du système onusien. Car

comme le suggère les experts du secteur, seule la volonté politique d'un gouvernement national est en mesure de poser un cadre de référence qui permettra ensuite de mobiliser les financements nécessaires pour la mise en place de filières de gestion des ordures ménagères.

La défense de notre environnement quotidien constitue une question de survie et un moteur de développement. La question de la gestion des déchets dans la ville prime sur toute autre dans les actions à mener. La peste qui est apparue dernièrement dans la grande île voisine doit nous interpeller et éviter les solutions d'urgence. Il est désolant de constater les tergiversations de ceux qui sont actuellement en charge de la cité, sur la stratégie à mettre en œuvre pour se débarrasser des ordures.

Mmagaza

Préservation des forêts : Vulgarisation des foyers économes



Faire du « *fatana mitsitsy* » un produit adopté par les ménages malgaches afin de préserver les forêts.

Pour 98% de la population de Madagascar, le charbon de bois et le bois de chauffe constituent le principal combustible domestique utilisé pour la cuisson des repas quotidiens. Même les ménages qui utilisent, par ailleurs, d'autres formes d'énergie domestique comme le gaz ou l'électricité, continuent d'avoir recours au charbon de bois pour les mets nécessitant un temps de cuisson prolongé. L'usage massif du charbon de bois est de ce fait, à l'origine de la déforestation, une des principales causes de la destruction de l'habitat naturel à Madagascar. Et pourtant, les forêts jouent, au niveau mondial, un rôle crucial dans la lutte contre le réchauffement climatique en absorbant le dioxyde de carbone de l'atmosphère. À Madagascar, elles assurent le cycle de l'eau indispensable aux paysans, et fournissent des services essentiels comme les plantes médicinales, le bois pour la construction et la cuisson, et bien d'autres.

De 50kg à 30kg. L'usage des foyers économes est une alternative déjà mise en avant depuis des années. Leur usage n'est cependant pas encore suffisamment répandu pour amorcer une baisse significative des pressions pesant sur les forêts et les ressources naturelles qu'elles renferment. Afin d'alléger ces pressions, l'usage à grande échelle des « fatana mitsitsy » est un choix à adopter. C'est en tout cas, ce que prône le WWF cette année. Cette organisation en œuvre dans le domaine de la conservation plaide en effet, pour l'utilisation des foyers améliorés, lesquels peuvent réduire jusqu'à 40% la consommation du charbon ou de bois. Un moyen de préserver à la fois les forêts et les budgets familiaux, à l'heure où la majorité des ménages malgaches est confrontée à une baisse inquiétante du pouvoir d'achat. « Un ménage d'environ six personnes utilisant un foyer amélioré consomme environ 30 kg de charbon par mois, contre 50 kg pour un ménage utilisant un foyer traditionnel. Avec le foyer économe, le ménage économise

ainsi environ 7000 ariary par mois. En même temps, chaque foyer économe permettra de sauver environ 6 arbres par mois », indique le WWF.

Activités. Dans ses perspectives, WWF prévoit cette année, aux côtés de divers acteurs engagés dans le domaine de l'environnement, des activités visant à vulgariser les foyers améliorés : sensibilisations dans les écoles, concours, marches et autres, dans plusieurs districts du pays. La célébration internationale de *« Une Heure pour la Terre »* le samedi 24 mars 2018 marquera le temps fort de cette campagne. « Cette année, plus de 100 pays à travers le monde célèbreront « Une heure pour la terre » sous le thème « Connectons nous à la nature ». À Madagascar, nous avons donc pensé à connecter les Malgaches à la nature à travers l'utilisation de foyers économes.

Une façon facile et simple qui profite à nos concitoyens et à la nature, et à laquelle tout le monde peut participer », explique Mialisoa Raharimanana, responsable de l'initiative à WWF. Et comme l'acheminement des foyers améliorés vers certaines régions de Madagascar, pose parfois un problème, une opération « crowfunding » a été lancée ce mois de janvier afin de financer l'envoi de 750 « fatana mitsitsy » à Andapa. Avec un objectif de 5000 dollars, le crowdfunding permettra d'envoyer et de vendre à prix réduit des foyers améliorés dans cette localité, proches forêts des Hautes Terres du Nord de Madagascar.

Hanitra R.

Seychelles places 1st in global environment rankings in 'climate and energy' category



Seychelles has stepped up its effort over the previous years in reducing greenhouse gas emissions by accelerating the transition to renewable sources of power through introducing smart renewable energy and energy efficiency schemes in both domestics and commercials sectors (Jean-Marie Hullot/Flickr) Photo License: CC-BY

An environmental performance index has ranked Seychelles first out of 180 countries in the climate and energy category, lauding its use of renewable energy and focus on the need for clean living. The Environmental Performance Index 2018 ranks countries in 24 different categories, including air pollution, sanitation, climate and energy, fisheries, agriculture.
In the climate and energy category, the island nation has made an "impressive leap in the global rankings from its 179th baseline position to first place," said the report.

The Principal Secretary for Climate Change and Energy, Wills Agricole, told SNA that the ranking is due to the efforts Seychelles is making in the two areas. "Seychelles has stepped up its effort over the previous years in reducing greenhouse gas emissions by accelerating the transition to renewable sources of power through introducing smart renewable energy and energy efficiency schemes in both domestics and commercials sectors," said Agricole. Other contributors to the improvement, said Agricole, is the policy change in clean and renewable energy, particularly in the transport sector.
"The increase of imported hybrids and electric vehicles in the country which consume less fossil fuel and emit fewer pollutants into the atmosphere, hence decoupling greenhouse gas (GHG) emissions from economic activity, has contributed to this marked improvement." Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, has over the years faced environmental

challenges ranging from climate change, biological invasions, coral bleaching and coastal erosion.

Agricole said that Seychelles also "need to improve on data collection, reporting, and verification across a range of environmental issues urgently if we want to achieve an even better overall EPI ranking in 2019." In regard to overall index-ranking, Switzerland topped the overall 2018 list. Seychelles placed 39th overall. Seychelles has been rated as the country with the highest improvement in terms of environmental trends and progress. Though the country has made such an impressive improvement, there are categories that where it has recorded a drop-in performance. Within the 'Water and Sanitation' category Seychelles has gone from 67th place to 76th. The island nation went down 17 places in the 'Biodiversity and Habitat' category.

Sitting at the bottom of the Environmental Performance Index is Burundi.

By: Salifa Karapetyan, Edited by: Betymie Bonnelame

Sécurité en mer : le contrat de Mauritius Telecom en voie de renouvèlement



La Shipping Division du ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, et de la Marine a finalisé, mardi 30 janvier, les négociations pour signer un nouvel accord avec Mauritius Telecom. Celui-ci, étalé sur trois ans, a trait à la fourniture des services mondiaux de détresse et de sécurité en mer (GMDSS – Global Maritime Distress and Safety System).

Depuis 1999, Maurice a le devoir de fournir les services du GMDSS ; c'est Mauritius Telecom qui a assuré cela pour le compte du gouvernement sur une base contractuelle. Par l'entremise du GMDSS, les informations maritimes sur les prévisions météorologiques, la diffusion des messages de détresse, les avertissements de navigation et de sécurité pour les navires dans nos eaux territoriales sont transmis sur une base 24/7 via un émetteur-récepteur à haute fréquence.

Un communiqué de la Government Information Services indique par ailleurs que « Mauritius Telecom a également l'obligation contractuelle de recevoir et de tester le Système d'alerte de sureté du navire (Ship Security Alert System) et de servir de centre de communication pour les alertes de piratage, conformément au Code international pour la sureté des navires et des installations portuaires en vertu de la Convention internationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et le Code de conduite de Djibouti, deux initiatives clés de l'Organisation maritime internationale (OMI) pour renforcer la sécurité maritime. »